

UFF IMPACT ENVIRONNEMENT ISR A

FONDS COMMUN DE PLACEMENT(FCP) DE DROIT FRANCAIS

RAPPORT ANNUEL

Exercice clos le 30 septembre 2021

Myria Asset Management
GROUPE UFF

MYRIA ASSET MANAGEMENT

Siège social : 32 avenue d'Iéna 75116 PARIS
Société par Actions Simplifiée à Conseil de Surveillance au capital de 1 500 000 € - RCS Paris 804 047 421
Société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro GP-14000039

SOMMAIRE

Acteurs	3
Caractéristiques de votre FCP et Informations concernant les placements et la gestion...	4
Autres informations.....	13
Rapport d'activité de l'OPCVM maître « Global Environmental Opportunities, compartiment de la Sicav Pictet ».....	16
Rapport certifié du commissaire aux comptes	21
• Comptes annuels	
- Bilan Actif	
- Bilan Passif	
- Hors-Bilan	
- Compte de Résultat	
• Annexes aux comptes annuels	
- Règles et méthodes comptables	
- Evolution de l'actif net	
- Compléments d'information	
• Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels au 30 septembre 2021	

Acteurs

Société de gestion : MYRIA ASSET MANAGEMENT

Société par Actions Simplifiée à Conseil de surveillance au capital de 1 500 000 euros
Immatriculée au Régistre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 804 047 421
Société de gestion agréée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 14 octobre 2014 sous le numéro GP-14000039
Siège social : 32 Avenue d'Iéna 75116 Paris - France

Dépositaire : CACEIS Bank

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 420 000 000 euros
Immatriculée au Régistre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 692 024 722
Établissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR)
Siège social : 1-3, place Valhubert 75013 Paris - France

Gestionnaire Comptable par délégation de la Société de gestion : CACEIS Fund Administration

Société Anonyme au capital de 5 800 000 euros
Immatriculée au Régistre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 420 929 481
Siège social : 1-3, place Valhubert 75013 Paris - France

Commissaire aux comptes : DELOITTE & ASSOCIÉS, représenté par Olivier GALIENNE

6, place de la Pyramide - 92908 PARIS LA DEFENSE - FRANCE

Caractéristiques de votre FCP et Informations concernant les placements et la gestion

FORME JURIDIQUE : Fonds Commun de Placement (FCP) de droit Français

FONDS MULTI-PARTS : Non

CODE ISIN : FR0013446838

FONDS NOURRICIER : Oui

CLASSIFICATION : Le FCP est classé dans la catégorie suivante : néant

AFFECTATION DES RÉSULTATS : Capitalisation

OBJECTIF DE GESTION

Le FCP est un OPCVM nourricier investi à hauteur de 90% minimum de son actif net en parts de classe Z en euro du fonds Pictet - Global Environmental Opportunities, compartiment de la Sicav Pictet. Le reste sera investi en liquidités. L'objectif de gestion est identique à celui du compartiment Pictet - Global Environmental Opportunities, c'est-à-dire qu'il « [une stratégie de croissance du capital, en investissant principalement dans des actions, ou dans toute autre valeur mobilière liée et/ou assimilée aux Actions \(y compris les produits structurés tels que décrits ci-après\), émises par des sociétés à travers le monde \(y compris les pays émergents\).](#) »

La performance du fonds nourricier sera inférieure à celle du maître en raison des frais de gestion propres au fonds nourricier.

La politique d'investissement du compartiment maître relève de la réglementation luxembourgeoise, en particulier concernant les critères extra financiers.

L'OPC maître promeut des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sens de l'article 9 du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »). L'OPC est soumis à un risque en matière de durabilité tel que défini dans le profil de risque.

INDICATEUR DE RÉFÉRENCE

Le FCP est un OPCVM à gestion active dont la performance n'est pas liée à celle de l'indice mais qui l'utilise comme élément d'appréciation de sa gestion. La composition de l'actif du FCP peut s'éloigner de la composition de l'indicateur de référence.

L'indicateur de référence du FCP est l'indice MSCI ACWI (EUR), (cours de clôture, dividendes réinvestis), constitué des actions de grandes capitalisations des pays développés, libellé en euro. Cet indice est calculé et publié par la société MSCI Inc.

Cet indice est administré par MSCI limited et des informations complémentaires sont disponibles sur le site : www.msci.com

L'administrateur de l'indice de référence est inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA.

L'indicateur de référence est utilisé pour des objectifs de mesure de performance financière et ne vise pas à être cohérent avec les caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance promue par le fonds.

STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

Le FCP est un OPCVM nourricier investi à hauteur de 90% minimum de son actif net en parts de classe Z en euro du fonds Pictet - Global Environmental Opportunities, compartiment de la Sicav Pictet et dont la stratégie d'investissement est décrite ci-dessous. A titre accessoire, en liquidités.

Le Compartiment applique une stratégie de croissance du capital, en investissant principalement dans des actions, ou dans toute autre valeur mobilière liée et/ou assimilée aux Actions (y compris les produits structurés tels que décrits ci-après), émises par des sociétés à travers le monde (y compris les pays émergents).

Ce Compartiment applique aussi une stratégie responsable qui vise à avoir un impact environnemental positif, en investissant principalement dans des entreprises qui ont une empreinte environnementale faible et qui contribuent à la résolution des défis environnementaux mondiaux en fournissant des produits et services dans la chaîne de valeur environnementale. Ces produits et services sont nécessaires pour soutenir la transition vers une économie à faible intensité de carbone, un modèle d'économie circulaire, pour surveiller et prévenir la pollution ou, par exemple, pour protéger des ressources limitées telles que l'eau.

Le Compartiment investit principalement dans des entreprises dont une part significative des activités (telle que mesurée par le chiffre d'affaires, la valeur d'entreprise, l'excédent brut d'exploitation ou des métriques similaires) est liée, sans s'y limiter, à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables, au contrôle de la pollution, à l'approvisionnement en eau et aux technologies de l'eau, à la gestion et au recyclage des déchets, à l'agriculture et la sylviculture durables ou à l'économie dématérialisée."

Le processus d'investissement intègre des critères ESG sur la base de recherches propriétaires et de recherches de tiers afin d'évaluer les risques et opportunités d'investissement. La proportion du portefeuille du Compartiment qui fait l'objet d'une analyse ESG représente au moins 90% des actifs nets ou du nombre d'émetteurs.

Lors de la sélection des investissements du Compartiment, il est tenu compte des caractéristiques ESG des émetteurs pour augmenter ou réduire la pondération cible. Il est attendu que les caractéristiques ESG du Compartiment en résultant seront supérieures à l'indice de référence après avoir retiré les 20% d'émetteurs ayant les caractéristiques ESG les plus faibles.

Cette stratégie applique une politique d'exclusion supplémentaire à l'égard d'investissements directs jugés incompatibles avec l'approche de Pictet Asset Management en matière d'investissement responsable. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre politique d'investissement responsable sur <https://www.am.pictet/en/globalwebsite/global-articles/company/responsible-investment>

PROFIL DE RISQUE DU FCP

Votre argent sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier par délégation. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés financiers.

Au travers des investissements du FCP, les risques listés ci-dessous constituent les risques les plus appropriés du Compartiment. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que d'autres risques peuvent également concerner le Compartiment.

➤ ***Risque lié à la garantie***

Risque de perte causé par un recouvrement partiel ou différé, ainsi que perte de droits sur des actifs nantis sous forme de garantie. La garantie peut prendre la forme d'actifs ou de dépôts de marge initiale avec une contrepartie. Ces dépôts ou actifs ne peuvent pas être séparés des propres actifs de la contrepartie et, puisqu'ils peuvent être librement échangés et remplacés, le compartiment a le droit de restituer des actifs équivalents (plutôt que les actifs de marge originaux déposés auprès de la contrepartie). Ces dépôts ou actifs peuvent excéder la valeur des obligations

du compartiment concerné vis-à-vis de la contrepartie si celle-ci nécessite une marge ou une garantie plus élevée. En outre, comme les conditions d'un produit dérivé ne peuvent prévoir qu'une des contreparties fournisse des garanties à l'autre pour couvrir le risque de marge découlant de l'IFD que si un montant minimal de transfert est atteint, le compartiment peut avoir une exposition au risque non garanti à une contrepartie en lien avec un produit dérivé à hauteur de ce montant minimal de transfert. Lorsqu'un compartiment reçoit une garantie, les investisseurs doivent notamment savoir que (A) en cas de défaillance de la contrepartie auprès de laquelle les liquidités du compartiment ont été placées, le rendement de la garantie reçue pour ra être inférieur à celui des liquidités placées ailleurs, que ce soit en raison d'une valorisation inexacte de la garantie, de mouvements de marché défavorables, d'une dégradation de la notation de crédit des émetteurs de la garantie ou de l'illiquidité du marché sur lequel la garantie est négociée et (B) (i) le blocage de liquidités dans le cadre de transactions d'un volume ou d'une durée excessif, (ii) les retards dans la récupération des liquidités placées ou (iii) les difficultés à réaliser la garantie peuvent restreindre la capacité du compartiment à répondre aux demandes de rachat, d'achat de titres ou, plus généralement, de réinvestissement. Le réinvestissement de garanties en espèces est susceptible (i) de créer un effet de levier, assorti des risques y afférents et de risques de pertes et de volatilité, (ii) d'introduire des expositions au marché non conformes aux objectifs du compartiment ou (iii) de générer un rendement inférieur au montant de la garantie devant être restitué. En règle générale, le réinvestissement de garanties en espèces présente les mêmes risques qu'un investissement classique. Dans tous les cas, lorsque les compartiments rencontrent des retards ou des difficultés à récupérer les actifs ou garanties en espèces déposés auprès de contreparties ou à réaliser les garanties reçues de contreparties, il peut leur être difficile d'honorer les demandes d'achat ou de rachat ou leurs obligations de livraison ou d'achat aux termes d'autres contrats. Lorsqu'un compartiment reçoit une garantie, les risques opérationnels, juridique et de conservation mentionnés ci-après s'appliquent également.

➤ **Risque de change**

Risque qui découle des fluctuations potentielles des taux de change. Il s'agit du risque relatif à la détention d'actifs libellés dans des devises différentes de la devise de base d'un compartiment. Ce risque peut évoluer en fonction des variations des taux de change entre la devise de base et les autres devises ou des évolutions réglementaires liées au contrôle des changes. Il faut dès lors s'attendre à ce que les risques de change ne puissent pas toujours être couverts et la volatilité des taux de change auxquels le compartiment est exposé peut affecter la valeur nette d'inventaire du compartiment.

➤ **Risque lié aux actions**

Risque dû à la volatilité et aux variations potentielles des cours des actions. Les détenteurs d'actions font souvent face à plus de risques que d'autres créanciers dans la structure du capital d'une entité. Le risque lié aux actions inclut, entre autres risques, la possibilité de perte de capital et la suspension de revenus (dividendes) pour les actions qui versent des dividendes. Le risque d'introduction en Bourse s'applique également lorsque les sociétés sont cotées en Bourse pour la première fois. Les titres nouvellement introduits en Bourse ne disposent pas d'historique de négociation et les informations disponibles sur la société peuvent être limitées. Ainsi, le cours des titres vendus dans le cadre d'une introduction en Bourse peut être extrêmement volatil. En outre, le Fonds est susceptible de ne pas recevoir le montant souscrit prévu, ce qui peut affecter sa performance. Ces investissements peuvent engendrer des frais de transaction importants.

➤ **Risque de volatilité**

Risque d'incertitude lié aux variations de prix. Généralement, plus la volatilité d'un actif ou d'un instrument est élevée, plus le risque l'est aussi. Les prix des valeurs mobilières dans lesquels les compartiments investissent peuvent fortement varier au cours de périodes à court terme.

➤ **Risque inhérent aux marchés émergents**

Les marchés émergents sont souvent moins réglementés et moins transparents que les marchés développés. Ils sont souvent caractérisés par des systèmes médiocres de gouvernance d'entreprise, des distributions anormales de rendements et une exposition plus élevée aux manipulations de marché. Les investisseurs doivent être conscients que la situation politique et économique de certains pays émergents peut exposer les investissements à des risques supérieurs à ceux des marchés développés. De ce fait, les informations comptables et financières sur les sociétés dans lesquelles les compartiments investissent risquent d'être plus sommaires et moins fiables. Le risque de fraude est habituellement plus élevé dans les pays émergents que dans les pays développés. Les sociétés dans lesquelles des fraudes sont découvertes peuvent subir de fortes variations des cours et/ou une suspension de la cote. Le risque que les réviseurs d'entreprises ne parviennent pas à identifier les erreurs ou fraudes comptables est généralement plus élevé dans les pays émergents que dans les pays développés. L'environnement juridique et les lois qui régissent la propriété des valeurs mobilières dans les pays émergents peuvent manquer de précision et ne pas fournir le même niveau de garantie que les lois des pays développés. Des cas de titres falsifiés ou frauduleux ont déjà été révélés par le passé. Les risques inhérents aux marchés émergents incluent divers risques définis tout au long de ce chapitre, comme le risque de restriction sur le rapatriement de capitaux, de contrepartie, de change, de taux d'intérêt, de crédit, lié aux actions, de liquidité, politique, de fraude, d'audit, de volatilité, d'illiquidité et de restriction sur les investissements étrangers, entre autres. Le choix des fournisseurs dans certains pays peut être très limité et même les prestataires les plus qualifiés peuvent ne pas offrir des garanties comparables à celles proposées par les établissements financiers et sociétés de courtage qui opèrent dans les pays développés.

➤ **Risque lié au statut QFII**

Les investissements en République populaire de Chine (« RPC ») peuvent être effectués via un régime QFII (« Qualified Foreign Institutional Investor »). Ce programme permet des flux de capitaux de/vers la RPC dans les limites des quotas alloués aux Investisseurs institutionnels. Dans certains cas, il est possible que le compartiment ne soit pas en mesure de rapatrier immédiatement le produit de la vente d'Actions A chinoises du fait de restrictions sur le rapatriement d'actifs imposées par les autorités locales. De telles restrictions peuvent pénaliser la stratégie du compartiment et avoir un impact sur sa performance. Le statut de QFII est soumis à l'approbation de la CSRC et le quota d'investissement à celle de la SAFE (« State Administration of Foreign Exchange »). Ce quota sera alloué au Gestionnaire d'investissement (c.-à-d. PICTET AM Ltd), qui aura le droit d'y avoir recours pour plusieurs objectifs. Les transactions sont conclues en USD, en produits libellés en renminbi (RMB) admissibles approuvés par la CSRC. La CSRC et la SAFE peuvent à tout moment modifier les conditions générales du programme. Les variations des volumes de quotas ou l'éligibilité des Actions A chinoises peuvent pénaliser les stratégies d'investissement des compartiments concernés.

➤ **Risque lié au statut RQFII**

Les investissements en République populaire de Chine (« RPC ») peuvent être effectués via un régime RQFII (« Renminbi Qualified Foreign Institutional Investor »). Ce programme permet des flux de capitaux de/vers la Chine dans les limites des quotas régionaux alloués aux régions étrangères. Le statut de RQFII est soumis à l'approbation de la CSRC et le quota d'investissement à celle de la SAFE. Le Gestionnaire d'investissement (c.-à-d. PICTET AM Ltd) aura le droit d'utiliser ce quota pour de multiples fonds et compartiments. Les transactions sont conclues en RMB, en produits libellés en RMB éligibles approuvés par la CSRC. La CSRC et la SAFE peuvent à tout moment modifier les conditions générales du programme. Veuillez consulter les sites Internet et <http://www.safe.gov.cn> pour de plus amples informations. Les variations des volumes de quotas ou l'éligibilité des Actions A chinoises peuvent pénaliser la stratégie d'investissement des compartiments concernés.

➤ **Risque inhérent à Stock Connect**

Certains compartiments peuvent investir dans et avoir un accès direct à certaines Actions A chinoises éligibles par le biais des programmes Shanghai-Hong Kong Stock Connect et Shenzhen-Hong Kong Stock Connect (collectivement « Stock Connect »). Shanghai-Hong Kong Stock Connect est un programme pour la négociation et la compensation de titres développé par Hong Kong Exchanges and Clearing Limited (« HKEx »), Shanghai Stock Exchange (« SSE ») et China Securities Depository and Clearing Corporation Limited (« ChinaClear »). Shenzhen-Hong Kong Stock Connect est un programme pour la négociation et la compensation de titres développé par Hong Kong Exchanges and Clearing Limited (« HKEx »), Shenzhen Stock Exchange (« SZSE ») et China Securities Depository and Clearing Corporation Limited (« ChinaClear »). L'objectif de Stock Connect est de permettre un accès mutuel à la Bourse entre la RPC et Hong Kong.

Stock Connect comprend un Northbound Trading Link (pour l'investissement en Actions A chinoises) par le biais duquel certains compartiments peuvent être en mesure de placer des ordres de négociation d'actions éligibles cotées sur SSE et SZSE. Dans le cadre de Stock Connect, les investisseurs étrangers (y compris les compartiments) peuvent être autorisés, dans le respect des règles et règlements émis/amendés ponctuellement, à négocier certaines Actions A chinoises cotées sur SSE (« Titres SSE ») et sur SZSE (« Titres SZSE ») par le biais du Northbound Trading Link. La liste des titres éligibles peut être modifiée ponctuellement sous réserve de révision et d'approbation par les autorités de la RPC. Outre les risques associés aux investissements sur le marché chinois et les risques relatifs aux investissements en R M B , les investissements par le biais de Stock Connect sont sensibles à d'autres risques : restrictions sur les investissements étrangers, risque de négociation, risque opérationnel, restrictions sur la vente imposées par la supervision à l'entrée , rappel de titres éligibles , risque de règlement, risque de dépôt, accords de mandataires pour la détention d'Actions A chinoises , risques réglementaires et fiscaux.

— **Différences de jours de négociation.**

Stock Connect ne fonctionne que les jours où les Bourses à Hong Kong et en RPC sont ouvertes à la négociation et que les banques sur ces deux marchés sont ouvertes les jours de règlement correspondants. Il est donc possible qu'à certaines occasions, bien que le jour en cours soit un jour de négociation normal en RPC, les investisseurs de Hong Kong (comme les compartiments) ne puissent pas conclure de négociations sur des Actions A chinoises. Les compartiments peuvent être soumis à un risque de fluctuations des prix des Actions A chinoises au moment où Stock Connect ne peut pas négocier en conséquence.

— **Restrictions sur la vente imposées par la supervision à l'entrée.**

Selon les réglementations de la RPC, avant qu'un investisseur ne vende une action, il doit y avoir un nombre suffisant d'actions sur le compte. Dans le cas contraire, SSE ou SZSE rejettera l'ordre de vente concerné. SEHK réalisera une vérification en amont de l'opération sur les ordres de vente des Actions A chinoises de ses participants (c.-à-d. les courtiers) pour garantir qu'il n'y ait pas de survente.

— **Risques de règlement, de compensation et de garde.**

Les Actions A chinoises négociées par le biais de Stock Connect sont émises sous une forme dématérialisée, de telle sorte que les investisseurs, comme les compartiments concernés, ne détiennent pas d'Actions A chinoises physiques. Les investisseurs étrangers et de Hong Kong, comme les compartiments, qui ont acquis les Titres SSE et SZSE par le biais du Northbound Trading Link doivent conserver leurs Titres SSE et SZSE sur des comptes-titres auprès de leurs courtiers ou dépositaires via le Système de règlement et de compensation central opéré par HKSCC pour la notations financière), la valeur des obligations peut baisser. Le risque de crédit est le risque de défaillance de l'emprunteur. En conséquence, l'OPCVM est soumis au risque de défaut de paiement sur ses titres par certains émetteurs.

➤ **Risque de taux de change chinois**

Le renminbi peut s'échanger à l'intérieur des frontières nationales (en CNY en Chine continentale) et à l'extérieur (en CNH hors de Chine continentale, principalement à Hong Kong). Le renminbi onshore (CNY) n'est pas une devise libre. Il est contrôlé par les autorités de la RPC. Le renminbi chinois s'échange à la fois directement en Chine (code CNY) et à l'extérieur du pays,

essentiellement à Hong Kong (code CNH). Il s'agit de la même devise. Le renminbi onshore (CNY), qui est échangé directement en Chine, n'est pas librement convertible et est soumis à des contrôles des changes et à certaines exigences du gouvernement chinois. Le renminbi offshore (CNH), qui est échangé hors de Chine, est librement flottant et soumis à l'impact de la demande privée sur la devise. Il se peut que les taux de change négociés entre une devise et le CNY ou le CNH ou encore lors de transactions sur des contrats à terme non livrables soient différents. Par conséquent, le Compartiment peut être exposé à des risques de change plus importants. Les restrictions sur les opérations en CNY peuvent limiter les couvertures de change ou leur efficacité.

➤ **Risque de prêt de titres**

Risque de perte si l'emprunteur (c.-à-d. la contrepartie) de titres prêtés par le Fonds/Compartiment fait défaut. Il existe un risque de retard dans le recouvrement des fonds (pouvant limiter la capacité du Fonds/Compartiment à honorer ses engagements) ou un risque de perte de droits sur la garantie détenue. Ce risque est toutefois atténué par l'analyse de la solvabilité de l'emprunteur effectuée par le Groupe Pictet. Les contrats de prêt de titres sont également soumis au risque de conflit d'intérêts entre le Fonds et une autre entité du Groupe Pictet, y compris l'Agent qui fournit des services en rapport avec les contrats de prêt de titres.

➤ **Risque de prise et de mise en pension**

Les risques associés aux opérations de mise et de prise en pension surviennent si la contrepartie à la transaction fait défaut ou faillite et que le compartiment subit des pertes ou des retards dans le recouvrement de ses investissements. Bien que les opérations de mise en pension soient par nature intégralement garanties, le compartiment peut enregistrer une perte si la valeur des titres vendus a augmenté par rapport à la valeur de la trésorerie ou de la marge détenue par le compartiment. Lors d'une opération de prise en pension, le compartiment peut subir une perte si la valeur des titres achetés a baissé par rapport à la valeur de la trésorerie ou de la marge détenue par le compartiment.

➤ **Risque lié aux instruments financiers dérivés**

Les instruments dérivés sont des contrats dont le prix ou la valeur dépend de la valeur d'un(e) ou plusieurs donnée(s) ou actif(s) sous-jacent(es), tel que défini dans les contrats sur mesure ou standardisés. Ces actifs ou données peuvent inclure, sans s'y limiter, des titres, des indices, les prix des matières premières et des produits à revenu fixe, les taux de change d'une paire de devises, les taux d'intérêt, les conditions climatiques et, le cas échéant, la volatilité ou la qualité de crédit en lien avec ces actifs ou données. Les instruments dérivés peuvent être très complexes par nature et soumis au risque de valorisation. Les instruments dérivés peuvent être négociés en Bourse ou sur un marché de gré à gré. En fonction de la nature des instruments, le risque de contrepartie peut être supporté par l'une ou les deux parties engagées dans un contrat de gré à gré. Il est possible qu'une contrepartie ne soit pas en mesure ou ne souhaite pas dénouer une position sur un instrument dérivé et cette incapacité peut provoquer une surexposition des compartiments concernés à une contrepartie, entre autres. Les instruments dérivés peuvent présenter un fort effet de levier et parfois un risque économique supérieur à la moyenne en raison de la volatilité de certains instruments comme les warrants. L'utilisation d'instruments dérivés entraîne certains risques susceptibles d'avoir des conséquences négatives sur la performance des compartiments. Bien que les compartiments prévoient que les rendements d'un titre synthétique reflètent généralement ceux de l'investissement qui lui est lié, en raison des conditions du titre synthétique et de l'hypothèse du risque de crédit de la contrepartie concernée, un titre synthétique peut avoir un rendement attendu différent et une probabilité de défaillance différente (et potentiellement supérieure), des caractéristiques de pertes attendues en cas de défaillance différentes (et potentiellement supérieures) et un niveau de recouvrement en cas de défaillance différent (et potentiellement inférieur). En cas de défaillance sur un investissement lié, dans certaines situations ou en cas de défaillance ou d'autres actions d'un émetteur d'un investissement lié, les conditions du titre synthétique concerné peuvent autoriser ou obliger la contrepartie à satisfaire à ses obligations relatives au titre synthétique en fournissant aux compartiments

l'investissement ou un montant équivalent à la valeur de marché en vigueur de l'investissement. Par ailleurs, à l'échéance ou en cas de défaillance, d'accélération ou de toute autre conclusion (y compris une option d'achat ou de vente) du titre synthétique, les conditions du titre synthétique peuvent autoriser ou obliger la contrepartie à satisfaire à ses obligations relatives au titre synthétique en fournissant aux compartiments des titres différents de l'investissement lié ou un montant différent de la valeur de marché en vigueur de l'investissement. Outre les risques de crédit associés à la détention d'investissements, dans le cas de certains titres synthétiques, les compartiments seront en général uniquement liés au niveau contractuel à la contrepartie concernée et non à l'émetteur sous-jacent de l'investissement. Le compartiment n'aura généralement pas le droit de forcer directement l'émetteur à respecter les conditions de l'investissement, ou tout autre droit de compensation à l'encontre de l'émetteur, ou tout droit de vote lié à l'investissement. Les principaux types d'instruments financiers dérivés regroupent, sans s'y limiter, les contrats à terme standardisés, les contrats à terme de gré à gré, les swaps et les options, dont les sous-jacents peuvent être des actions, des taux d'intérêt, des titres de crédit, des taux de change ou des matières premières. Figurent notamment parmi les dérivés les swaps de rendement total, les swaps de défaillance de crédit, les swaptions, les swaps de taux d'intérêt, les swaps de variance, les swaps de volatilité, les options sur actions, les options sur obligations et les options sur devises.

➤ **Risque lié aux titres de financement structuré**

Les titres de financement structuré (« structured finance securities ») incluent, sans limitation, les titres adossés à des actifs (« asset-backed securities »), les billets de trésorerie adossés à des actifs (« asset-backed commercial papers »), les « credit-linked notes » et les « portfolio credit-linked notes ». Les titres de financement structuré peuvent parfois comporter des dérivés. Ils peuvent présenter divers degrés de risque en fonction des caractéristiques du titre et du risque de l'actif sous-jacent ou de la masse d'actifs. Par rapport à l'actif ou la masse d'actifs sous-jacents (e), les titres de financement structuré peuvent comporter des risques supérieurs de liquidité, de crédit et de marché.

➤ **Risque en matière de durabilité**

Risques découlant de tout événement ou condition environnementale, sociale ou de gouvernance qui, s'il se produit, pourrait avoir un impact négatif important sur la valeur de l'investissement. L'ensemble des risques de durabilité ci-dessous sont pertinents pour toutes les stratégies d'investissement poursuivies, car tous les compartiments intègrent les risques de durabilité. Lors de la sélection et du suivi des investissements, ces risques de durabilité sont systématiquement pris en compte, ainsi que tous les autres risques jugés pertinents pour tout compartiment, en tenant compte de sa politique/stratégie d'investissement.

Les risques spécifiques liés à la durabilité varient selon les compartiments et les catégories d'actifs, et comprennent notamment les éléments suivants :

Risque de transition. Le risque posé par l'exposition à des émetteurs qui peuvent potentiellement être affectés négativement par la transition vers une économie à faibles émissions de carbone en raison de leur implication dans l'exploration, la production, le traitement, le commerce et la vente de combustibles fossiles, ou de leur dépendance à l'égard de matériaux, processus, produits et services à forte intensité de carbone. Le risque de transition peut résulter de plusieurs facteurs, notamment l'augmentation des coûts et/ou la limitation des émissions de gaz à effet de serre, les exigences en matière d'efficacité énergétique, la réduction de la demande de combustibles fossiles ou le passage à des sources d'énergie alternatives, en raison de l'évolution des politiques, des réglementations, des technologies et de la demande du marché. Les risques liés à la transition peuvent avoir une incidence négative sur la valeur des investissements en portant atteinte aux actifs ou aux revenus, ou en augmentant le passif, les dépenses en capital, les coûts d'exploitation et de financement.

Risque physique. Le risque posé par l'exposition aux émetteurs qui peuvent potentiellement être affectés négativement par les impacts physiques du changement climatique. Le risque physique comprend les risques aigus découlant d'événements météorologiques extrêmes tels que les tempêtes, les inondations, les sécheresses, les incendies ou les canicules, et les risques chroniques

découlant de changements progressifs du climat, tels que la modification des régimes pluviométriques, l'élévation du niveau des mers, l'acidification des océans et la perte de biodiversité. Les risques physiques peuvent avoir une incidence négative sur la valeur des investissements en portant atteinte aux actifs, à la productivité ou aux revenus, ou en augmentant le passif, les dépenses d'investissement, les coûts d'exploitation et de financement.

Risque environnemental. Le risque posé par l'exposition à des émetteurs qui peuvent potentiellement causer ou être affectés par la dégradation de l'environnement et/ou l'épuisement des ressources naturelles. Le risque environnemental peut résulter de la pollution de l'air, de la pollution de l'eau, de la production de déchets, de l'épuisement des ressources en eau douce et marine, de la perte de biodiversité ou des dommages causés aux écosystèmes. Les risques environnementaux peuvent avoir un impact négatif sur la valeur des investissements en altérant les actifs, la productivité ou les revenus, ou en augmentant le passif, les dépenses en capital, les coûts d'exploitation et de financement.

Risque social. Le risque posé par l'exposition à des émetteurs qui peuvent potentiellement être affectés négativement par des facteurs sociaux tels que de mauvaises normes de travail, des violations des droits de l'homme, des dommages à la santé publique, des violations de la confidentialité des données ou une augmentation des inégalités. Les risques sociaux peuvent affecter négativement la valeur des investissements en portant atteinte aux actifs, à la productivité ou aux revenus, ou en augmentant le passif, les dépenses d'investissement, les coûts d'exploitation et de financement.

Risque de gouvernance. Le risque posé par l'exposition à des émetteurs qui peuvent potentiellement être affectés négativement par des structures de gouvernance faibles. Pour les entreprises, le risque de gouvernance peut résulter d'un mauvais fonctionnement des conseils d'administration, de structures de rémunération inadéquates, d'abus des droits des actionnaires minoritaires ou des détenteurs d'obligations, de contrôles déficients, de pratiques comptables et de planification fiscale agressives, ou d'un manque d'éthique commerciale. Pour les pays, le risque de gouvernance peut inclure l'instabilité gouvernementale, les pots-de-vin et la corruption, les atteintes à la vie privée et le manque d'indépendance judiciaire. Le risque de gouvernance peut avoir une incidence négative sur la valeur des investissements en raison de mauvaises décisions stratégiques, de conflits d'intérêts, de dommages à la réputation, d'une augmentation des passifs ou d'une perte de confiance des investisseurs.

COMPOSITION DE L'ACTIF DU FCP MAÎTRE « PICTET – « GLOBAL ENVIRONNEMENTAL OPPORTUNITIES, COMPARTIMENT de la SICAV PICTET»

Le Compartiment pourra investir jusqu'à 30 % de ses actifs nets en Actions A chinoises via (i) le quota QFII accordé à une entité du Groupe Pictet, (ii) le quota RQFII accordé à une entité du Groupe Pictet, (iii) le programme Shanghai-Hong Kong Stock Connect, (iv) le programme Shenzhen-Hong Kong Stock Connect et/ou (v) tout autre programme de négociation et de compensation ou instrument octroyant un accès similaire admissible pouvant être mis à la disposition du Compartiment à l'avenir. Le Compartiment pourra également utiliser des instruments financiers dérivés sur les Actions A chinoises. Le Compartiment pourra également investir en certificats de dépôt (tels que des ADR, GDR et E DR). Les investissements en titres non cotés et en titres cotés en Russie, autres que sur la bourse de Moscou, ne dépasseront pas 10 % des actifs nets du Compartiment. Les risques seront minimisés par une répartition géographique diversifiée du portefeuille. En outre, le Compartiment pourra également investir jusqu'à 10 % de ses actifs nets dans des OPCVM et autres OPC, y compris dans d'autres compartiments du Fonds conformément à l'article 181 de la Loi de 2010. Dans des circonstances exceptionnelles, si le gestionnaire estime que cela est dans le meilleur intérêt des actionnaires, le compartiment pourra détenir jusqu'à 100 % de ses actifs nets dans des liquidités comme, entre autres, des dépôts d'espèces, des fonds du marché monétaire (dans la limite de 10 % susmentionnée) et des instruments du marché monétaire. Les investissements en titres de créance ne dépasseront pas 15 %. Le Compartiment pourra également investir dans des produits structurés, tels que des « credit-linked notes », des certificats ou toute autre valeur mobilière dont le rendement est lié à, entre autres, un indice qui respecte les modalités de l'article 9 du règlement du Grand-Duché de Luxembourg du 8 février 2008 (incluant les indices sur matières premières, métaux précieux, volatilité, et c.), des devises,

des taux d'intérêt, des valeurs mobilières, un panier de valeurs mobilières ou un organisme de placement collectif, en conformité avec le règlement du Grand-Duché de Luxembourg du 8 février 2008. Le Compartiment pourra conclure des contrats de prêt de titres et des transactions de mise et prise en pension afin d'augmenter son capital ou ses revenus ou de réduire ses coûts ou risques.

➤ **Recours aux produits dérivés**

Le Compartiment pourra utiliser des techniques et instruments dérivés dans le cadre d'une gestion efficace et ce, dans les limites prévues par les restrictions d'investissement.

➤ **Limitations liées à la Loi allemande sur la fiscalité des investissements**

Au moins 51 % des actifs nets du Compartiment doivent être investis dans des actions sous forme physique (à l'exclusion d'ADR, de GDR, d'instruments dérivés et de tout titre prêté) cotées sur une bourse.

➤ **Exposition aux swaps de rendement total, aux opérations de prêt de titres et aux opérations de prise et de mise en pension**

Le niveau maximum anticipé d'exposition aux opérations de prêt de titres s'élève à 5 % des actifs nets du Compartiment. Le Compartiment ne prévoit pas d'être exposé aux swaps de rendement total, aux opérations de mise en pension ni aux opérations de prise en pension.

La Devise de référence du Compartiment est l'euro.

CHANGEMENTS INTERVENUS

10 mars 2021

- Mention SFDR article 9
- Ajout de la mention ISR : changement de dénomination de « **UFF IMPACT ENVIRONNEMENT A** » pour « **UFF IMPACT ENVIRONNEMENT ISR A** »

CHANGEMENTS ENVISAGÉS

Néant.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Préambule :

Conformément aux Directives UCITS V et AIFM, MYRIA ASSET MANAGEMENT a mis en place une politique de rémunération applicable aux collaborateurs dont les fonctions sont susceptibles d'influencer le profil de risque de la Société de Gestion ou des OPCVM et FIA gérés.

Le présent document est établi dans le prolongement de cette politique et vise à détailler les éléments quantitatifs et qualitatifs relatifs aux rémunérations versées au titre de l'exercice comptable 2020.

Éléments qualitatifs :

Conformément à la politique de rémunération de la Société de Gestion, la décision d'attribution des rémunérations est prise collégalement par le Conseil de Surveillance de MYRIA ASSET MANAGEMENT et présentée au comité des nominations et rémunérations du groupe UFF.

Le montant de ces rémunérations est apprécié sur la base des critères qualitatifs tels que déterminés dans la politique de rémunération (exemples : évaluation qualitative des résultats et performances individuels, appréciation du respect des procédures et de l'environnement de contrôle et de conformité...).

S'agissant des rémunérations variables, elles prennent exclusivement la forme de primes exceptionnelles ayant la nature de traitements et salaires. Compte tenu des montants déterminés au titre de l'exercice 2020, aucun versement en parts d'OPCVM ou de FIA ni report de versement n'ont été mis en œuvre.

Le Conseil de Surveillance procède annuellement à une revue indépendante de la politique de rémunération et veille à son respect par la Société de Gestion et à sa conformité à la réglementation.

Éléments quantitatifs :

Le personnel concerné ainsi que les rémunérations afférentes sont détaillés ci-dessous.

Effectif total sur l'année 2020 : 12, dont 5 preneurs de risque et 1 alternant.

Rémunération brute totale versée au titre de l'année 2020 : 997 milliers d'euros, ventilée de la façon suivante :

1. en fonction des catégories de personnel :

- 558 milliers d'euros versés aux preneurs de risque,
- 439 milliers d'euros versés aux autres collaborateurs,

2. en fonction de la nature de la rémunération : (Toutes typologies de collaborateurs confondues)

- 808 milliers d'euros de rémunérations fixes,
- 188 milliers d'euros de rémunérations variables versées à 10 bénéficiaires.

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Le fonds étant nourricier du FCP « PICTET - GLOBAL ENVIRONNEMENTAL OPPORTUNITIES COMPARTIMENT de la SICAV PICTET », les actifs ont été intégralement investis en parts de ce fonds.

Pour mémoire et conformément à ce qui est indiqué dans le prospectus complet le fait d'investir dans un fonds maître fait supporter indirectement au fonds nourricier 0.50% maximum TTC de frais de gestion ainsi que d'autres frais indirects (L'OPCVM pouvant être investi jusqu'à 10% en parts ou actions d'OPCVM, des frais indirects pourront être prélevés).

FRAIS

Le fonds étant nourricier du FCP « **PICTET – « GLOBAL ENVIRONNEMENTAL OPPORTUNITIES COMPARTIMENT de la SICAV PICTET »** », les actifs ont été intégralement investis en parts de ce fonds.

Pour mémoire et conformément à ce qui est indiqué dans le prospectus complet, le fait d'investir dans un fonds maître fait supporter indirectement au fonds nourricier les frais de ce dernier.

Pour rappel, les tableaux des frais du fonds nourricier et de son maître sont les suivants :

Frais du fonds nourricier

Frais facturés à l'OPCVM		Assiette	Taux barème
Frais de gestion financière et Frais administratifs externes à la société de gestion		Actif net	2,20 % TTC maximum
Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)		Actif net	1 % TTC maximum (*)
Commissions de mouvement	Le dépositaire (pour le traitement des ordres)	Prélèvement sur chaque transaction	Valeurs négociées sur la bourse française : 23,92€ TTC
	La société de gestion		Valeurs négociées sur les bourses étrangères : 35,88€ TTC
Commissions de surperformance		Néant	Néant

Frais du fonds maître

<i>Frais de gestion</i>	<i>Assiette</i>	<i>Taux / barème</i>
<i>Frais de gestion</i>	<i>Actif net</i>	<i>0.75% maximum</i>
<i>Commission de surperformance</i>	<i>Actif net</i>	<i>Néant</i>

Pour information, le taux de frais courants prélevés par le fonds nourricier au titre de l'exercice clos au 30/09/2021 est de 2,12 % et se décompose comme suit :

- 2,00% de frais de gestion propres au nourricier
- 0,12% de coûts induits liés à l'investissement dans le fonds Maître

Autres informations

Les commissions de mouvement sont perçues par la société de gestion. Des frais forfaitaires sont prélevés sur chaque transaction par le conservateur.

EXERCICE DU DROIT DE VOTE AUX ASSEMBLÉES POUR LES TITRES DÉTENUS EN PORTEFEUILLE

L'exercice du droit de vote pour les titres détenus dans le portefeuille est effectué en toute indépendance dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts. Le gérant financier par délégation exerce au fil de l'eau les droits de vote attachés aux titres détenus en portefeuille selon sa propre politique d'exercice.

LA SÉLECTION ET L'ÉVALUATION DES INTERMÉDIAIRES ET CONTREPARTIES

Conformément au Règlement Général de l'AMF, la société de gestion a mis en place une « Politique de Meilleure Sélection / Meilleure exécution » des intermédiaires et contreparties, tenue à disposition des investisseurs sur le site internet de la société de gestion www.myria-am.com. L'objectif de cette politique est de sélectionner, selon différents critères prédéfinis, les négociateurs et les intermédiaires dont la politique d'exécution permettra d'assurer le meilleur résultat possible lors de l'exécution des ordres. Pour toute information complémentaire, les porteurs de parts peuvent se reporter au rapport annuel du Fonds.

RISQUE GLOBAL

Le FCP est investi en totalité (sauf liquidités accessoires) dans la part Z en euro du compartiment Pictet - Global Environmental Opportunities de la Sicav Pictet La méthode de calcul du risque global de l'OPCVM est celle du calcul de l'engagement telle que définie à l'article 41173 et suivants du Règlement général de l'AMF.

CRITÈRES ESG

Compte tenu de la nature des stratégies d'investissements mises en œuvre par la société de gestion, à savoir la sélection de gérant dans le cadre de la multi gestion, le choix des sous-jacents utilisés n'est pas dicté ni contraint par la prise en compte de critères ESG.

POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Le Conseil de surveillance de la société de gestion statue chaque année sur l'affectation du résultat net ainsi que des plus-values réalisées et peut décider de leur capitalisation ou de leur distribution totale ou partielle, indépendamment l'un de l'autre.

RÈGLES D'INVESTISSEMENT

L'OPCVM respectera les règles d'investissement et les ratios réglementaires définis par le Code Monétaire et Financier et par le Règlement Général de l'AMF.

TECHNIQUES DE GESTION EFFICACE DE PORTEFEUILLE

Compte tenu de la nature de la gestion financière du FCP, la société de gestion n'utilise aucune technique de gestion efficace de portefeuille.

RÈGLEMENT SFTR

Au cours de l'exercice, le Fonds maître s'est conformé aux règles telles que définies dans le règlement SFTR pour le ré emploi des sommes reçues en collatéral des opérations de cessions temporaires.

Rapport d'activité de l'OPCVM maître « Pictet - Global Environmental Opportunities - Z EUR »

LE RAPPORT DE GESTION DE PICTET **OCTOBRE 2020 - SEPTEMBRE 2021**

4^{ème} trimestre 2020

Evolution du marché

Le boum des actifs risqués s'est poursuivi en décembre. Les investisseurs se sont concentrés sur les dernières vagues de relance monétaire et budgétaire, alors que le lancement de vaccins contre le Covid leur a permis de faire fi de l'annonce de nouvelles variantes du coronavirus et de vagues toujours plus violentes de la pandémie. Les actions mondiales, à l'aune de l'indice MSCI All Country World, ont gagné 14,7% sur le trimestre en devises locales, soit un recul de près de 15% sur l'année, une performance extraordinaire étant donné la gravité de la crise économique et la situation du monde au printemps. Les obligations ont été globalement étales sur le mois, mais l'indice JP Morgan Global Bond a progressé de 5,6% sur l'année. Bien que les actions aient continué à se redresser partout dans le monde, la sphère émergente a particulièrement brillé au cours de l'année, en particulier l'Asie émergente qui a bondi de 26% sur l'année. La dispersion sectorielle a été considérable en 2020. Sur l'année, les titres des technologies de l'information ont pris 44% et la consommation discrétionnaire 35%, alors que l'énergie a plongé de 28% dans un contexte de forte volatilité des cours du pétrole, et l'immobilier et la finance ont reculé respectivement de 7% et 5%.

Analyse des performances

La stratégie a fait mieux que l'indice MSCI AC World durant le trimestre. Le segment des énergies renouvelables a une nouvelle fois été le plus fructueux, comme au troisième trimestre. Nos positions sur l'éolien terrestre, l'éolien marin et l'énergie solaire ont progressé dans un contexte de solide exécution ainsi que d'optimisme entourant les politiques énergétiques chinoise et américaine sous le nouveau gouvernement. L'Efficacité énergétique a également apporté sa pierre à l'édifice, car les titres de fabricants d'équipement semi-conducteurs ont bondi en raison des perspectives réjouissantes pour les dépenses de fonderie, de logique et de mémoires en 2021 (veuillez remarquer que ce groupe de titres a été reclassé du segment Economie dématérialisée au segment Efficacité énergétique). La gestion des déchets a coûté des points à la performance, car nos positions défensives nord-américaines sur les déchets ont pâti d'une large rotation de marché vers des activités plus cycliques. L'agriculture durable a connu une situation similaire. Si nos positions sur les ingrédients naturels ont bien évolué, elles n'ont pas profité de la rotation de marché. Au sein du segment Contrôle de la pollution, les titres de surveillance environnementale qui avaient surfé sur la vague du Covid, ont consolidé leurs gains. Au sein du segment Economie dématérialisée, la plupart des titres d'ingénierie informatique ont consolidé leurs gains précédents, alors que les titres liés au télétravail et à la télémédecine sont restés dans l'ombre du marché dans son ensemble.

Evolution portefeuille - sur et sous-pondérations

Sur le trimestre, nous avons renforcé notre exposition à l'Efficacité énergétique et à l'Energie renouvelable, tout en réduisant légèrement notre exposition à l'Eau, à la Gestion des déchets et au recyclage et au Contrôle de la pollution. Au sein de l'Efficacité énergétique, nous avons ouvert deux nouvelles positions sur la chaîne d'approvisionnement des véhicules électriques, ainsi que deux petites positions sur la mobilité électrique en Chine, car nous anticipons un environnement de robuste demande en 2021. Nous avons également étoffé nos positions sur l'efficacité industrielle. Au sein de l'Energie renouvelable, nous avons ouvert une nouvelle position sur une société américaine de convertisseurs solaires et avons participé à une introduction en bourse d'un fabricant américain de pointeurs solaires,

car nous sommes progressivement devenus plus optimistes sur ce marché. Nous avons encore réduit l'exposition au segment de l'Eau, en particulier pour les positions européennes. Nous avons légèrement réduit le segment Economie dématérialisée en désinvestissant notre position sur un fournisseur de logiciels d'optimisation des process basé aux Etats-Unis.

1^{er} trimestre 2021

Alors que ce trimestre riche en événements pour les marchés financiers touchait à sa fin, la confiance des investisseurs dans la capacité de l'économie à se remettre des ravages de la pandémie de Covid n'a pas été entamée. L'indice S&P 500 a terminé ce premier trimestre à un niveau record, avec une progression de 5 % depuis fin décembre. Les actions européennes ont fait encore mieux, avec une croissance de 7 % de l'indice Stoxx 600 depuis le début de l'année. L'afflux continu de relance monétaire et budgétaire a été favorable au marché boursier, particulièrement dans les pays développés. L'administration Biden a promulgué un plan de relance budgétaire de 1 900 milliards d'USD, qui comprend un versement de 1 400 USD pour certains ménages. Elle prévoit également un plan d'investissement en infrastructures de 2 300 milliards d'USD, financé par une hausse des impôts sur les sociétés. Dans le même temps, en Europe, la Banque centrale européenne a accéléré son programme d'achat d'obligations pour limiter les coûts d'emprunt. Les marchés boursiers ont également été portés par une reprise rapide de l'activité de fusions et acquisitions. Le volume de F&A conclues au cours du premier trimestre 2021 s'est élevé à 1 100 milliards d'USD, soit le meilleur début d'année depuis au moins 1998. Avec l'amélioration des perspectives économiques, les marchés d'obligations d'Etat ont commencé à écarter la possibilité d'une augmentation durable des pressions inflationnistes. Le rendement des bons du Trésor à 10 ans est passé de 0,9 % à légèrement plus de 1,7 % au début de l'année.

Analyse des performances

La stratégie a fait moins bien que l'indice MSCI AC World durant le trimestre. D'une manière générale, l'exposition du portefeuille aux facteurs de croissance et de qualité n'a pas été propice, puisque le marché s'est tourné vers des actions présentant des caractéristiques de valeur, pour la plupart dans des secteurs cycliques de l'économie. Le segment énergies renouvelables a été le moins performant et a perdu les gains dégagés lors du dernier trimestre 2020. Nos positions sur l'énergie éolienne ainsi que celles sur le solaire ont souffert d'un renversement du sentiment, de prises de bénéfices et de sorties de fonds des stratégies environnementales passives. L'efficacité énergétique a été le segment le plus performant, avec une reprise des actions de fabricants d'équipements pour semi-conducteurs en raison des perspectives positives de dépenses de fonderie, circuits logiques et mémoire en 2021. L'économie dématérialisée a nui à la performance, la plupart des actions de logiciels d'ingénierie ayant consolidé leurs gains antérieurs. Dans le segment agriculture durable, nos positions sur les ingrédients naturels ont continué de bien se comporter, mais n'ont pas bénéficié de la rotation de marché en faveur des actions cycliques. Au sein du segment contrôle de la pollution, notre société de conseil environnemental a surperformé, en prévision du programme climatique de l'administration Biden, tandis que d'autres actions de contrôle environnemental ont consolidé les gains tirés antérieurement des tendances favorables induite par la crise sanitaire.

Evolution portefeuille - sur et sous-pondérations

Au cours du trimestre, nous avons renforcé notre exposition à l'efficacité énergétique et réduit notre exposition au segment énergies renouvelables. Au sein de l'efficacité énergétique, nous avons lancé plusieurs nouvelles positions : Un constructeur de moteurs électriques, en prévision du succès de son activité groupes motopropulseurs électriques pour l'automobile ; une société leader des semi-conducteurs, qui devrait bénéficier à notre avis d'une demande solide en 2021, et trois actions de sociétés d'efficacité énergétique des bâtiments, qui devraient bénéficier de la demande, aux Etats-Unis et en Europe, de rénovation d'immeubles commerciaux visant à en faire des immeubles intelligents, connectés et à bon rendement énergétique. Au sein du segment énergies renouvelables, nous avons pris des bénéfices sur nos actions énergie éolienne, pour intégrer les risques accrus de faible croissance séquentielle en 2021 et de durcissement de l'environnement concurrentiel. Dans le segment économie dématérialisée, nous avons réduit nos positions sur les sociétés les plus chères et créé une position sur une société de logiciels américaine, en raison de notre optimisme quant aux perspectives de leurs activités gestion du cycle de vie de produits et Internet des objets. Au sein du segment gestion des

déchets et recyclage, nous avons lancé une position sur une société de papier et emballages dans un contexte de forte demande d'emballages cartonnés liée à la réouverture progressive de l'économie américaine.

2^{ème} trimestre 2021

Evolution du marché

Les actions ont poursuivi leur progression en juin, avec de nouveaux records réguliers du S&P 500, grâce aux résultats solides alimentés par la réouverture soutenue de l'économie américaine. Au niveau mondial, les actions ont progressé de 2,2 % en juin pour une performance de 7,3 % sur l'ensemble du deuxième trimestre et de 13,6 % en cumul annuel. Le pétrole a été particulièrement performant depuis le début de l'année, les économies ayant rapidement décollé de leur niveau d'il y a un an et les pays de l'OPEP appliquant toujours une gestion stricte de l'offre. Les cours pétroliers sont remontés de 9,3 % en juin, portant l'augmentation depuis le début de l'année à près de 50 %. Cette hausse s'est répercutée sur les titres énergétiques, en hausse de 30 % en cumul annuel. Sur le deuxième trimestre, le secteur informatique, à 11,3 %, a enregistré la plus forte surperformance par rapport aux marchés boursiers mondiaux et compensé la sous-performance du premier trimestre. Les soins de santé et les services de communication ont également été des segments performants au deuxième trimestre, tandis que les services aux collectivités ont nettement sous-performé. La performance des marchés développés est restée supérieure à celle des marchés émergents au cours du trimestre, États-Unis et Suisse en tête. Les marchés boursiers asiatiques ont fortement sous-performé, avec des rendements quasi inchangés pour le Japon et Hongkong, les investisseurs recherchant des placements sur les marchés les plus tournés vers la réouverture.

Analyse des performances

La stratégie a fait moins bien que l'indice MSCI AC World durant le trimestre. Les énergies renouvelables ont freiné la performance. Nos positions sur l'éolien et le solaire, à l'exception d'un titre du solaire qui a rebondi depuis des planchers récents, ont encore pâti du mauvais moral des investisseurs. Les titres de l'efficacité énergétique ont apporté leur pierre, en particulier les titres de l'efficacité énergétique des bâtiments dans un contexte d'amélioration des tendances de construction et de rénovation des bâtiments. Les titres des transports intelligents se sont également bien tenus, en raison de perspectives robustes pour l'électrification des véhicules. Le segment gestion des déchets & recyclage a lui aussi contribué à la performance, dans le sillage d'une demande saine de solutions d'emballage durable. Le segment économie dématérialisée a connu un sort mitigé : la performance positive des noms des logiciels de simulation a été contrecarrée par la performance négative des titres de télémédecine et de connectivité à distance. Dans le segment agriculture durable, nos positions sur les ingrédients naturels ont continué de bien se comporter. Au sein du contrôle de la pollution, nos titres de suivi environnemental se sont bien tenus, et la croissance de base a devancé les attentes.

Evolution portefeuille - sur et sous-pondérations

Au cours du trimestre, nous avons réduit notre exposition à l'efficacité énergétique et encore réduit notre exposition au segment énergies renouvelables, tout en étayant celui de la gestion des déchets & recyclage. Au sein de l'efficacité énergétique, nous avons pris des bénéfices sur nos positions d'équipements de semi-conducteurs, après un début d'année en fanfare. Nous avons encore renforcé notre exposition aux titres de l'efficacité énergétique des bâtiments, les conditions étant favorables sur les marchés américain et européen pour les bâtiments intelligents, connectés et sobres en énergie. Nous avons liquidé deux noms de la construction verte en raison de leurs valorisations. Au sein du segment énergies renouvelables, nous avons encore élagué nos actions de l'énergie éolienne pour intégrer les risques accrus de faible croissance séquentielle en 2021. Au sein de l'économie dématérialisée, nous avons liquidé une société de logiciels de simulation en raison de sa valorisation et réinvesti les produits dans un concurrent comparable dans un contexte de perspectives robustes pour les investissements d'infrastructures aux Etats-Unis. Au sein du segment gestion des déchets & recyclage, nous avons renforcé une position sur un nom de l'emballage durable et en avons ouvert une autre dans un contexte de forte demande d'emballages cartonnés liée à la réouverture progressive de l'économie américaine. Nous avons liquidé une position dans le segment du contrôle de la pollution. Au sein de l'agriculture et de la sylviculture durables, nous avons participé à l'introduction en bourse d'un fabricant de lait d'avoine leader du marché, en pleine expansion, des produits laitiers végétaux.

3^{ème} trimestre 2021

Evolution du marché

Les actions et les obligations mondiales ont fini le trimestre dans le rouge, dans un contexte d'intensification des inquiétudes relatives à l'impact possible de la crise de la dette du promoteur immobilier chinois Evergrande sur une économie nationale déjà en plein ralentissement. Parallèlement, les investisseurs se sont préparés à la fin du soutien monétaire lié à la pandémie aux Etats-Unis. Les actions ont été à la peine, en particulier en septembre et le MSCI All-Country World a fini le mois en baisse de plus de 3 % en devises locales. Les marchés émergents ont affiché les pires résultats du T3 : les actions chinoises et brésiliennes les ont tirés vers le bas en septembre. Les secteurs exposés à la Chine, tels que les matériaux et l'extraction minière, ont été les grands perdants, alors que la finance et les TI ont progressé, malgré la faiblesse des TI en septembre. Les services aux collectivités ont encore sous-performé même dans un environnement de marché plus faible et s'échangent désormais à un plancher historique par rapport à l'indice de référence. Les titres japonais ont devancé les marchés boursiers développés, en raison du recul des cas de Covid et des nouvelles mesures de relance économique prévues sous la direction du nouveau Premier ministre, Fumio Kishida. Les titres américains, qui avaient atteint un nouveau sommet début septembre, ont perdu leur avance après que des représentants de la Fed ont suggéré une accélération du retrait du soutien monétaire, ainsi que des hausses de taux d'intérêt plus offensives.

Analyse des performances

La stratégie a fait mieux que l'indice MSCI AC World durant le trimestre. Le Contrôle de la pollution a été le segment le plus en verve avec la belle performance d'une société américaine de conseil environnemental qui est exposée à plusieurs facteurs porteurs liés aux priorités environnementales de l'administration Biden. Les titres du contrôle environnemental ont également bien évolué car leur croissance de base a devancé les attentes. Les titres de l'efficacité énergétique ont globalement bien contribué, portés essentiellement par les noms de l'efficacité industrielle. La bonne performance de ces titres a été en partie compensée par la performance négative spécifique du segment des transports intelligents, l'efficacité énergétique des bâtiments et la fabrication d'équipements pour semi-conducteurs. Au sein de la gestion des déchets et du recyclage, les noms de la gestion des déchets ont contribué à la performance, alors que les titres de l'emballage lui ont coûté des points. Dans l'énergie renouvelable, un titre du solaire a rebondi de ses récents planchers, alors qu'un autre a été préjudiciable. Le segment économie dématérialisée a connu un sort mitigé : la performance positive des noms des logiciels de simulation a été contrecarrée par la performance négative des titres de télémédecine et de connectivité à distance. L'agriculture durable a obéré la performance en raison de la piètre performance d'un fabricant de lait végétal.

Evolution portefeuille - sur et sous-pondérations

Au cours du trimestre, nous avons renforcé notre exposition à l'eau et réduit notre exposition à l'efficacité énergétique et à l'économie dématérialisée. Au sein du segment de l'eau, nous avons étoffé un fournisseur de technologies de l'eau et un distributeur d'eau américain en raison de réjouissantes perspectives de dépenses d'eau par les municipalités aux Etats-Unis. En ce qui concerne l'efficacité énergétique, nous avons réduit l'exposition à des titres de transports intelligents pour tenir compte des risques accrus d'une décélération de la construction automobile due à des problèmes d'offre. Nous avons partiellement compensé cette réduction en étoffant un fabricant de semi-conducteurs en raison du solide positionnement de la société. Nous avons également pris des bénéfices sur un fabricant d'équipements pour semi-conducteurs car nous pensons que ce segment consolidera ses solides gains. Au sein de l'énergie renouvelable, nous avons ajouté un fabricant de panneaux solaires après la forte chute de son cours et nous avons liquidé notre position sur une société chinoise de vitrage solaire dont le titre avait atteint notre objectif de cours. Dans l'économie dématérialisée, nous avons complété nos positions centrales sur des noms de logiciels de simulation à la suite d'opinions favorables d'investisseurs. Nous avons également décidé de réduire notre exposition globale à la connectivité à distance et à la télémédecine, pour cause d'adoption moins rapide qu'attendu, en vendant des titres de télémédecine. Au sein de l'agriculture et de la sylviculture durables, nous avons liquidé notre position sur un producteur de substituts de produits carnés car ses dirigeants changent trop.

Perspectives du marché

Les prévisions pour le thème de l'environnement pour le reste de 2021 et au-delà sont prometteuses. Les chiffres d'affaires normalisés et la croissance des bénéficiaires semblent en ligne, voire supérieurs à la période pré-pandémie, alors que les valorisations par rapport à l'ensemble du marché convergent vers les moyennes historiques. Sur le front politique, la COP 26 qui se tiendra prochainement et la Conférence de l'ONU sur la biodiversité feront office de catalyseurs de la réponse mondiale aux crises jumelles du changement climatique et de la perte de biodiversité. Si la crise internationale actuelle de l'énergie met l'accessibilité de la transition énergétique en pleine lumière, en particulier en Europe, elle stimulera encore les investissements des entreprises en vue de leur indépendance énergétique ainsi que les technologies visant à réduire la consommation d'électricité et d'énergie. L'électrification et la numérisation de l'économie vont s'accroître avec la réouverture de l'économie. Ces tendances favoriseront les fournisseurs de solutions de rupture dans les segments des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'économie dématérialisée de notre portefeuille. En outre, les sociétés qui contribuent à un environnement plus propre sont également susceptibles de bénéficier d'une demande élevée, notamment dans le segment du contrôle de la pollution. Même si les positions de notre portefeuille ne seront pas totalement protégées des pressions inflationnistes, elles ont suffisamment de pouvoir de fixation des prix pour bien évoluer dans un environnement inflationniste.

Stratégie du portefeuille

Notre stratégie reste fortement axée sur l'investissement dans des prestataires de solutions environnementales. Nous estimons que l'exposition aux tendances environnementales offre aux investisseurs un profil risque-rendement à long terme intéressant, à toutes les étapes du cycle économique. Nous privilégions les prestataires de solutions dotés d'une solide protection économique, d'une bonne rentabilité, de bilans sains et de modèles économiques indépendants des aides publiques. Ces sociétés sont susceptibles à la fois de résister à des conditions économiques difficiles et de dégager de bonnes performances en phase de reprise. Nous favorisons l'exposition aux modèles économiques défensifs et évitons les zones les plus cycliques de l'économie. Notre processus d'investissement ascendant produit un portefeuille mondial concentré, avec un biais de croissance et de qualité. À long terme, les tendances de la croissance démographique et l'amélioration du niveau de vie sont incontournables, de même que la pression croissante sur les ressources naturelles. La prise de conscience des enjeux environnementaux s'est fortement développée au cours des dernières années et est désormais bien ancrée et prioritaire pour une génération entière de citoyens, consommateurs et investisseurs.

Performances :

Sur l'exercice arrêté au 30 septembre 2021, le fonds a réalisé une performance de 27,11% sur 12 mois contre 28,24% pour son indice de référence.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid 19, n'a eu aucun impact opérationnel sur la gestion et sur la valorisation des fonds. Myria AM dispose de procédures « Risque de liquidité », « Risque de contrepartie », « Risque de marché » ; les risques liés à l'activité sont maîtrisés et aucun incident n'a été relevé.

Compte tenu de l'épidémie de la Covid-19 qui sévit depuis décembre 2019, le portefeuille a été géré selon l'objectif de gestion défini dans le prospectus. Ainsi, si des adaptations ont pu être réalisées au cours de l'année, elles ont consisté à réduire les marges de manœuvre autorisées pour se rapprocher de l'indice de comparaison du fonds. La gestion a donc pris en compte en temps réel les diverses annonces des gouvernements, des banquiers centraux et des sociétés pharmaceutiques pour tirer parti au mieux des informations disponibles et adapter en conséquence le niveau de risque.

Rapport certifié du commissaire aux comptes

UFF IMPACT ENVIRONNEMENT ISR A

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
MYRIA AM

32, avenue d'Iena
75116 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2021

UFF IMPACT ENVIRONNEMENT ISR A

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
MYRIA AM

32, avenue d'iena
75116 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2021

Aux porteurs de parts du FCP UFF IMPACT ENVIRONNEMENT ISR A,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif UFF IMPACT ENVIRONNEMENT ISR A constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 octobre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les fonds, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des fonds et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 03 janvier 2022

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés


Olivier GALIENNE

BILAN ACTIF AU 30/09/2021 EN EUR

	30/09/2021	30/09/2020
INSTRUMENTS FINANCIERS	63 040 714,80	8 119 833,15
OPC MAÎTRE	63 040 714,80	8 119 833,15
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
CRÉANCES	0,00	0,00
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00
COMPTES FINANCIERS	157 002,94	191 079,98
Liquidités	157 002,94	191 079,98
TOTAL DE L'ACTIF	63 197 717,74	8 310 913,13

BILAN PASSIF AU 30/09/2021 EN EUR

	30/09/2021	30/09/2020
CAPITAUX PROPRES		
Capital	64 210 234,07	8 166 425,69
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	-5 998,51	32 486,35
Résultat de l'exercice (a,b)	-1 157 078,40	-64 581,87
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	63 047 157,16	8 134 330,17
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
Instrument financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
DETTES	150 560,58	176 582,96
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	150 560,58	176 582,96
COMPTES FINANCIERS	0,00	0,00
Concours bancaires courants	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	63 197 717,74	8 310 913,13

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN AU 30/09/2021 EN EUR

	30/09/2021	30/09/2020
OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00

COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/09/2021 EN EUR

	30/09/2021	30/09/2020
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	0,00	0,00
Produits sur actions et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (1)	0,00	0,00
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	609,53	52,24
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (2)	609,53	52,24
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	-609,53	-52,24
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	752 197,84	31 260,13
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	-752 807,37	-31 312,37
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-404 271,03	-33 269,50
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	-1 157 078,40	-64 581,87

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Information sur les incidences liées à la crise du COVID-19

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0013446838 - UFF IMPACT ENVIRONNEMENT ISR A : Taux de frais maximum de 2,20% TTC

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Parts UFF IMPACT ENVIRONNEMENT ISR A	Capitalisation	Capitalisation

2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 30/09/2021 EN EUR

	30/09/2021	30/09/2020
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	8 134 330,17	0,00
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	47 950 711,73	8 117 874,74
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-320 801,52	-531 698,35
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	3 205,33	16 860,04
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	0,00	0,00
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Frais de transactions	-4 206,00	-822,00
Différences de change	0,00	0,00
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	8 036 724,82	563 428,11
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>8 600 152,93</i>	<i>563 428,11</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>-563 428,11</i>	<i>0,00</i>
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	0,00	0,00
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-752 807,37	-31 312,37
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	63 047 157,16	8 134 330,17

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
HORS-BILAN										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1		Devise 2		Devise 3		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
OPC Maître	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF								
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	30/09/2021
CRÉANCES		
TOTAL DES CRÉANCES		0,00
DETTES		
	Frais de gestion fixe	150 560,58
TOTAL DES DETTES		150 560,58
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-150 560,58

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	39 432,4696	47 950 711,73
Parts rachetées durant l'exercice	-255,2601	-320 801,52
Solde net des souscriptions/rachats	39 177,2095	47 629 910,21
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	46 862,4888	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

3.7. FRAIS DE GESTION

	30/09/2021
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	752 197,84
Pourcentage de frais de gestion fixes	2,00
Frais de gestion variables	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	30/09/2021
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	30/09/2021
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	30/09/2021
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			0,00
Instruments financiers à terme			0,00
Total des titres du groupe			0,00

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	30/09/2021	30/09/2020
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	-1 157 078,40	-64 581,87
Total	-1 157 078,40	-64 581,87

	30/09/2021	30/09/2020
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	-1 157 078,40	-64 581,87
Total	-1 157 078,40	-64 581,87

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	30/09/2021	30/09/2020
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-5 998,51	32 486,35
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	-5 998,51	32 486,35

	30/09/2021	30/09/2020
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	-5 998,51	32 486,35
Total	-5 998,51	32 486,35

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	30/09/2020	30/09/2021
Actif net en EUR	8 134 330,17	63 047 157,16
Nombre de titres	7 685,2793	46 862,4888
Valeur liquidative unitaire	1 058,43	1 345,36
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	4,22	-0,12
Capitalisation unitaire sur résultat	-8,40	-24,69

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
LUXEMBOURG				
PICTET GLOBAL ENV OPP Z EUR CAP	EUR	166 845	63 040 714,80	99,99
TOTAL LUXEMBOURG			63 040 714,80	99,99
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			63 040 714,80	99,99
TOTAL Organismes de placement collectif			63 040 714,80	99,99
Dettes			-150 560,58	-0,24
Comptes financiers			157 002,94	0,25
Actif net			63 047 157,16	100,00

Parts UFF IMPACT ENVIRONNEMENT ISR A	EUR	46 862,4888	1 345,36	
---	------------	--------------------	-----------------	--